



Déclaration sur la situation et les perspectives de sortie de la crise en Ukraine

1. La FSESP déplore les pertes tragiques de vies humaines en Ukraine et présente ses sincères condoléances aux familles et au peuple ukrainien. Nous regrettons que les locaux de syndicats aient été la scène d'une telle tragédie. Nous condamnons cette violence et les incendies volontaires qui ont frappé des bâtiments syndicaux à Kiev et Odessa ; nous soutenons les revendications en faveur d'une enquête indépendante visant à retrouver les auteurs de ces incendies et les responsables de ces pertes humaines. Les coupables doivent être traduits en justice.
2. Le 15 avril, les syndicats de la FPU (fédération des syndicats ukrainiens) ont présenté dans le manifeste de la FPU leurs revendications quant aux mesures qui devraient être prises pour redresser la situation économique et sociale déplorable du pays, ainsi que sur les actions que devraient entreprendre le gouvernement et le nouveau président. L'une de leurs principales recommandations est que l'Ukraine devrait demeurer un État indépendant, souverain, démocratique et social. Les droits et les libertés doivent être protégés. Le gouvernement devrait se concentrer sur l'emploi et améliorer les conditions de vie et de travail des travailleurs et de la population en général. La lutte contre la corruption, l'assurance d'un système fiscal équitable, la diminution de la pauvreté et un accès garanti aux services publics (chauffage, eau...) font partie de leurs autres revendications.
3. La FSESP est très préoccupée par la montée de l'extrême droite et du séparatisme en Ukraine et condamne la violence dont font preuve ces groupes. La FSESP se place aux côtés des Ukrainiens et des travailleurs des autres pays qui luttent contre la montée de l'extrême droite en Europe. Ces groupes menacent les valeurs démocratiques, humaines et sociales fondamentales qui sont au cœur du mouvement syndical européen.
4. La FSESP appelle toutes les parties à mettre fin aux brutalités et à la violence. La sortie de la crise en Ukraine ne pourra être que pacifique et acceptable sur le plan social, au vu des nombreuses années d'irresponsabilité politique, de gestion économique inconsciente et de mépris systématique des droits et des libertés en Ukraine. La FSESP approuve totalement le plan de sortie de crise en cinq points, adopté le 10 mars par le Conseil régional paneuropéen de la CSI.
5. La FSESP appelle à l'apaisement des tensions, au respect de la Constitution ukrainienne et de l'intégrité territoriale, ainsi qu'au retrait de toutes les troupes aux frontières et au désarmement des groupes paramilitaires et autres. Nous exigeons également le retrait des forces armées dans le sud-est de l'Ukraine lorsque la situation se sera stabilisée. Nous demandons le renforcement des engagements en faveur du respect des droits de l'Homme

et des instruments de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, en tant que principale institution de sécurité compétente dans la région.

6. La FSESP réclame des élections libres et équitables, afin qu'un système politique véritablement démocratique puisse être mis en place, que les droits de tous soient respectés et que des enquêtes puissent être menées sur tous les actes de violence, l'appropriation illégale de fonds publics et les abus de pouvoir.
7. La FSESP soutient le recours à des programmes d'assistance économique mis en place par l'UE et les institutions financières internationales, mais elle s'oppose fermement à l'application de l'approche d'austérité discréditée qui a déjà été imposée aux États membres de l'UE par la Troïka. La FSESP ne soutient aucune des recommandations du FMI et de la Banque mondiale concernant des mesures conditionnelles et inconsidérées de privatisation des services publics.
8. La FSESP et ses affiliés soutiendront les actions en faveur de la stabilisation de la situation politique et socio-économique, du respect des droits et libertés des citoyens et du retour à la paix et à la stabilité dans la société.
9. La FSESP appelle à la mise en place de services publics accessibles, fiables, sûrs et abordables, en particulier dans les domaines de la santé publique, de l'enseignement et de l'aide sociale, afin de bâtir une Ukraine démocratique pour tous ses citoyens. Les programmes d'assistance extérieurs devraient clairement accorder la priorité à des services publics de qualité.
10. La FSESP appelle notamment à l'établissement d'un véritable dialogue social avec la garantie que les droits des travailleurs seront respectés en toute circonstance.
11. La FSESP exige la mise en place d'une réelle société civile libérée de la corruption et des abus de pouvoir, ainsi que la fin du système oligarchique de gouvernance de l'État.
12. La FSESP exprime toute sa solidarité avec le mouvement syndical ukrainien et soutient les revendications de la FPU en faveur d'un salaire minimum, du respect effectif des droits constitutionnels des travailleurs, de la réduction de l'écart entre les allocations de retraite, d'habitations sociales abordables et de conditions de travail décentes pour la jeune génération.
13. La FSESP travaillera aux côtés du mouvement syndical ukrainien et d'autres affiliés dans les collèges concernés, afin de promouvoir la démocratie, l'égalité, la justice sociale et les droits syndicaux.

<p>La présente déclaration sera envoyée aux gouvernements de l'Ukraine, de la Russie et des États-Unis, ainsi qu'aux institutions européennes et à des organisations internationales, telles que l'OSCE et l'ONU.</p>

Toulouse, 20/05/2014